

# Bpifrance Financement

## Rapport de responsabilité sociétale 2016

Tous les moyens de **Bpifrance** et ses activités exercées par l'intermédiaire de ses filiales sont au service du développement et de la croissance des entreprises, en cohérence avec ses priorités de responsabilité économique, sociale et environnementale, définies dans sa charte : développement de l'emploi, qualité de la gouvernance et du management, promotion de l'entrepreneuriat féminin, transition écologique et énergétique.

Bpifrance Financement s'inscrit pleinement dans ce cadre, tant en ce qui concerne sa gouvernance et son fonctionnement interne que dans l'exercice de ses métiers de financement et d'accompagnement de l'innovation et des entrepreneurs.

Le périmètre couvert par le présent rapport de responsabilité sociétale est celui des filiales consolidées comptablement en intégration globale par Bpifrance Financement au 31 décembre 2016.

### Une gouvernance responsable

Le Conseil d'administration de Bpifrance Financement s'est réuni à sept reprises en 2016.

Les administrateurs, pour moitié représentants de l'Etat et de la Caisse des dépôts, principaux actionnaires majoritaires indirects, et pour moitié personnalités qualifiées et représentants des salariés, exercent leurs fonctions dans le cadre du règlement intérieur et de la charte d'administrateur qui en constitue partie intégrante. Dix censeurs d'origines et compétences diverses assistent les administrateurs dans leurs travaux, et contribuent à l'enrichissement des débats.<sup>1</sup>

Le président du Conseil d'administration rend compte, dans le rapport d'activité de la société, des conditions de préparation des travaux du Conseil et de la composition des comités placés sous sa responsabilité : le Comité d'audit et des risques, le Comité des Nominations et des Rémunérations, et les Comités « métiers » Financement-Garantie et Innovation.

Les organes de gouvernance des filiales sont convoqués régulièrement, pour délibérer et statuer sur l'ordre du jour communiqué à leurs membres, représentatifs des principaux actionnaires, dont quatre représentants de régions et un représentant de l'ARF pour Bpifrance Régions.

Le dialogue avec les parties prenantes (clients, partenaires, régions d'implantation de **Bpifrance** et des entreprises, organisations représentatives des entreprises, des salariés et de la société civile) s'exerce prioritairement au sein du Comité National et des Comités Régionaux d'Orientation<sup>2</sup>, qui représentent toutes les parties prenantes du groupe Bpifrance.

Bpifrance Financement, agréé comme établissement de crédit, est assujéti à l'ensemble des dispositions du Code monétaire et financier ainsi que de l'Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque.

Le dispositif de contrôle interne et de maîtrise des risques recouvre, d'une part, le dispositif de contrôle permanent qui est de la responsabilité des dirigeants, du management, de la Direction Conformité et Contrôle Permanent et des Contrôleurs Permanents au sein des directions opérationnelles, et, d'autre part, le dispositif de contrôle périodique, assuré par l'Inspection Générale - Audit (IGA) de **Bpifrance**.

Les collaborateurs, qui exercent leur activité au sein du groupe Bpifrance Financement –dénommé ci-après par convention Bpifrance Financement -, sont fortement sensibilisés aux risques par :

- la charte de déontologie, qui rappelle et définit les règles applicables en matière de confidentialité et secret professionnel, d'intégrité, de loyauté et professionnalisme, et de conflits d'intérêts ; chaque membre du personnel a été invité à prendre connaissance de ses dispositions et à s'engager à exercer ses activités en s'y conformant strictement.
- la formation à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, réalisée en e-learning par 259 collaborateurs en 2016 ; 614 collaborateurs ont en outre participé à 32

<sup>1</sup> Un représentant de l'Etat et un de la CDC, 5 indépendants, 2 salariés

<sup>2</sup> Prévus par l'article 6 de la loi 2012-1559 relative à la création de Bpifrance

réunions de formation animées par le pôle LCB-FT de la direction de la conformité et du contrôle permanent ; 73% de l'effectif a ainsi été formé ou re sensibilisé à ce sujet majeur ;

- les interventions des directions du Contrôle Interne dans des sessions de formation, notamment des nouveaux arrivants;
- un dispositif de délégations de décision structuré, par filières et niveau de risques, et des outils d'aide à la décision.

Signalons enfin :

- l'aide accordée par Bpifrance à Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale), projet de démocratisation culturelle centré sur la musique, dont la philosophie est de permettre à des enfants de pratiquer la musique en orchestre et de favoriser leur accès au répertoire classique. Le projet est destiné à des enfants issus de quartiers relevant de la « politique de la ville » ou de territoires ruraux éloignés des lieux de pratique
- le partenariat conclu avec l'association « Nos Quartiers ont du Talent », qui vise l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, Bac+3 et plus (Bac+4 et plus pour l'Île-de-France, avec expérimentation Bac+3 en QPV) , âgés de moins de 30 ans, issus de milieux sociaux modestes et dont certains résident en quartiers, grâce à un système de parrainage par des cadres, assimilés, voire des dirigeants d'entreprises expérimentés en activité (conseils sur la recherche d'emploi, le CV, la lettre de motivation, les entretiens, aide à la constitution du réseau...).

## La responsabilité sociétale de Bpifrance Financement dans l'exercice de ses métiers

Bpifrance Financement a, sur 2016, encore renforcé tous ses moyens pour servir la mission confiée au groupe Bpifrance de dynamiser et rendre plus compétitive l'économie française

Cinq nouveaux sites ont été déployés sur le territoire métropolitain et outremer, pour assurer une présence de proximité aux entrepreneurs et partenaires de leur écosystème et démultiplier les financements qui leur sont nécessaires. 47 implantations, dont 3 outremer<sup>3</sup> accueillent ainsi désormais les équipes de front et middle office.

La démarche d'amélioration continue, engagée en 2014, a été finalisée sur l'ensemble des directions métiers de Bpifrance Financement ; elle a permis de fluidifier les processus et fonctionnements internes, et de lancer de nouveaux modes de management des équipes ; le programme de transformation digitale annoncé fin 2015 et lancé en février avec une enquête à destination des collaborateurs, contribue aux mêmes objectifs d'amélioration des conditions d'exercice des métiers et d'optimisation de la relation avec les clients .

La croissance de l'activité, pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, consacre la réussite de cette démarche d'engagement fondée sur les valeurs de proximité, simplicité, volonté, et optimisme au service des entreprises et d'accompagnement de leurs besoins en France comme dans leurs stratégies de déploiement à l'international, avec une offre adaptée<sup>4</sup> (et conçue pour répondre à toutes les phases de leur vie et évolution. Plus de 85 000 entreprises ont ainsi bénéficié d'une intervention de Bpifrance Financement en 2016, pour un montant de risque pris de plus de 23,5Md d'euros.

La part de ces prêts sans garantie dans les financements de la Transition Ecologique et Energétique (TEE) représente un poids croissant, de 183M€ en 2016 (129 en 2015) ; le financement de la TEE est un enjeu majeur pour le groupe Bpifrance, qui en a fait une priorité de sa charte RSE, et s'inscrit dans les actions dynamiques de lutte contre le changement climatique.

Des produits dédiés cofinancent les projets d'énergie renouvelable, et les programmes des entreprises de la TEE ou intégrant des enjeux liés à la TEE, ; cette offre spécifique est complétée par les prêts sans garantie aux entreprises de la TEE, l'accompagnement des projets innovants et les garanties accordées aux partenaires de Bpifrance pour leurs financements relevant de la TEE.

L'activité de Bpifrance Financement dépasse 1Md d'euros par an de 2014 à 2016, majoritairement au profit de PME et TPE.

<sup>3</sup> Et une représentation à Bruxelles

<sup>4</sup> Notamment de prêts octroyés sans garantie particulièrement appréciés et qui ont crû de 20 %, dans le contexte d'une croissance de 10 % de l'ensemble des crédits à l'investissement

Les enjeux de la TEE, mais également ceux liés à la gouvernance, à l'insertion dans le territoire, et à leur responsabilité sociale et sociétale<sup>5</sup> sont en outre abordés, en termes de risques et d'opportunités, dans les questions d'évaluation de la RSE des entreprises, obligatoirement au-delà de certains seuils. Une formation en ligne est proposée aux collaborateurs du réseau pour les accompagner dans cette démarche d'évaluation, et systématiquement assurée aux sessions de formation des nouveaux arrivants. Un programme de rencontres de sensibilisation des équipes en région est prévu pour l'année 2017, ainsi que l'accélération du nombre de sessions de formation des entrepreneurs à la RSE (jusqu'à la définition et le déploiement d'un plan d'actions adapté à leurs enjeux) et la réalisation de nouveaux modules sur Bpifrance Université en ligne, après les premiers lancés en septembre 2016. La sensibilisation aux enjeux du changement climatique, aux mesures d'adaptation du fait des activités (efficacité énergétique, gestion des ressources naturelles, écoconception...) et à leurs impacts positifs pour l'entreprise est l'un des sujets prévus.

L'accompagnement non financier des entrepreneurs, second volet de la responsabilité sociétale de Bpifrance dans sa dimension économique<sup>6</sup>, a pris un essor considérable en 2016.

Construite en appui des initiatives portées par d'autres acteurs publics ou par les collectivités territoriales, cette offre s'adresse principalement aux entreprises de Bpifrance et est structurée autour de trois piliers : le conseil, la formation, la mise en réseau. Des sessions « d'accélérateur » sont en outre adressées spécifiquement à des start up, des PME et des ETI sélectionnées.

Près de 5500 entreprises ont bénéficié de cette offre d'accompagnement :

- 137 missions de conseil ont été réalisées en 2016 (outre 290 missions Business France, 150 Connexions Le Hub Start-Up/Grand Groupe, 1000 Visios Business France et 100 Missions d'Accélération à l'International) pour 1737 entreprises.
- 45 sessions de formation de Bpifrance Université ont été dispensées, au bénéfice de 499 entreprises et 524 participants
- les programmes des accélérateurs entraînent 189 entreprises
- 252 événements de mise en réseau ont été organisés pour 3629 entreprises et 30750 participants ; ces événements sont notamment organisés par Bpifrance Excellence pour les membres de sa communauté, Bpifrance LE HUB, EUROQUITY (2 734 sociétés, 636 investisseurs, 433 structures d'accompagnement et près de 6000 utilisateurs à fin décembre), Welcome International (Mouvement global d'entrepreneurs pour les entrepreneurs, qui permet d'établir une connexion entre les start-up et les PME/ETI), la Bourse de la Transmission, « Tous nos Projets » Portail de la finance participative, avec un moteur de recherche unique répertoriant les projets des plates-formes partenaires)

L'organisation décentralisée, le modèle économique de Bpifrance Financement et la dynamique de l'accompagnement ont un impact positif sur les effectifs, la croissance du chiffre d'affaires et la pérennité des entreprises soutenues, ce qui contribue au renforcement économique des territoires et à la cohésion sociale<sup>7</sup>.

Les résultats 2016 de l'enquête annuelle par l'institut CSA, de façon anonyme, auprès de plus d'un millier de clients et partenaires (entreprises financées et investies, banques, fonds d'investissement, Régions) afin de suivre les attentes des clients et d'élaborer des plans d'actions pour mieux les satisfaire, confortent les orientations stratégiques volontaristes de Bpifrance.

## La responsabilité sociétale de Bpifrance Financement dans ses pratiques environnementales

La Direction des Moyens Généraux assure la gestion des implantations du siège et du réseau de Bpifrance, ainsi que des moyens logistiques de l'ensemble du groupe depuis la fin de l'année 2013.

---

<sup>5</sup> Relations avec les clients et les fournisseurs, santé et sécurité des consommateurs et des parties prenantes

<sup>6</sup> Les données quantitatives de ce paragraphe concernent Bpifrance et les entreprises, sans segmentation par métiers Financement ou Investissement

<sup>7</sup> Etude 2015 d'évaluation des actions de Bpifrance

Ce pilotage opérationnel, coordonné avec l'ensemble des directions, a permis d'élargir la mesure des impacts environnementaux des activités, qui résultent essentiellement des consommations d'énergie des implantations, des déplacements des collaborateurs et de la consommation de papier, à l'ensemble des composantes du Groupe.

La certification «HQE bâtiment tertiaire en exploitation » du siège social « Le Vaisseau », où travaillent 42% des effectifs, obtenue en 2014, a été reconduite en 2016, au regard des travaux d'amélioration continue, destinés notamment à améliorer sa performance énergétique<sup>8</sup> ; ce site est ainsi qualifié comme disposant de caractéristiques certifiées de mise en oeuvre d'un système de management et atteinte d'un niveau de performance énergétique, environnementale, de santé, de confort d'un bâtiment en exploitation selon trois axes : « Bâtiment Durable », « Gestion Durable » et « Utilisation Durable ».

En parallèle, les surfaces ou sites créés ou déménagés sont systématiquement équipés d'éclairages basse consommation et à détecteur de présence, et des matériaux acoustiques performants sont utilisés pour les barrières phoniques entre bureaux, les interventions au cas par cas étant réalisées dans la volonté de meilleures performances (climatisation du site de Paris par exemple).

Bpifrance mène une politique d'achats responsables (papier éco labellisé, enveloppes réalisées par un CET, copieurs économes en énergie) ; la flotte de véhicules utilisés par les personnels amenés à se déplacer à titre professionnel est essentiellement constituée de véhicules diesels émetteurs de moins de 120g de CO<sub>2</sub><sup>9</sup>, et s'enrichit progressivement de véhicules hybrides et électriques.

Les déplacements professionnels constituent la principale source d'émissions de gaz à effet de serre de Bpifrance Financement .

L'élaboration d'un plan de déplacements d'entreprise, lancée au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016, a pour objectifs d'optimiser les trajets domicile –travail et professionnels des collaborateurs, et donc d'améliorer la qualité de vie au travail et réduire les émissions de gaz à effet de serre de ces déplacements. Piloté par la Direction du développement durable, en coordination avec les directions des ressources humaines, de la communication et des moyens généraux, le projet a débuté par une enquête électronique de consultation des collaborateurs, parallèlement à l'analyse des données matérielles des déplacements ; une phase d'échange en ateliers est en cours, avec un objectif de propositions et de déploiement avant l'été 2017.

La sensibilisation des collaborateurs aux enjeux environnementaux s'appuie par ailleurs sur le déploiement d'une plateforme lancée à l'été 2016 « Votre geste au compteur », qui leur permet de mesurer les économies d'émissions de CO<sub>2</sub> réalisées par des engagements simples au quotidien.

La contribution directe de Bpifrance Financement à l'économie circulaire est faible, au regard de son activité ; les mesures telles que l'implantation de compacteurs trieurs de gobelets, canettes...etc.. à proximité des distributeurs automatiques de boissons, la mise en exploitation d'un déshydratateur des déchets alimentaires du restaurant d'entreprise du siège social, ou pour diminuer les impressions et limiter les consommations de papier<sup>10</sup>, contribuent néanmoins à cet enjeu et ont fait l'objet d'une animation de sensibilisation incitative. Le tri des déchets de ce restaurant a été renforcé, et l'anti gaspillage alimentaire encouragé par affichage.

Le tri sélectif est en voie de mise en place sur plusieurs sites du réseau, ainsi que le déploiement progressif de compacteurs trieurs sur les sites équipés de distributeurs.

Les rejets dans l'eau sont inexistant, et ceux dans les sols peu significatifs, de par la nature même des activités de Bpifrance Financement, qui n'est pas de nature à en générer. De même, les impacts directs de ses activités sont sans incidence constatée en matière de nuisances sonores, de pollution ou érosion des sols ou de biodiversité ; afin de les minimiser encore, l'entretien des espaces verts étant réalisé sans pesticides sur le site principal de la société à Maisons-Alfort.

Aucune provision ou garantie pour risques en matière d'environnement n'a été constituée en 2016.

La procédure des achats invite les collaborateurs concernés à acheter « responsable » en privilégiant les produits éco conçus, en interrogeant les fournisseurs sur leurs politiques RSE, et en veillant à la transparence des pratiques, sans que pour autant les contrats passés avec les fournisseurs excèdent les dispositions réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, ainsi que de protection de l'environnement. Le recours à la sous-traitance est marginal eu

---

<sup>8</sup> Poursuite des remplacements d'éclairage par les LED à détecteur

<sup>9</sup> A une exception près

<sup>10</sup> Recto verso par défaut de tous les copieurs réseau, de plein effet sur 2016

égard à la nature et la localisation des activités, et n'a suscité aucune action spécifique en faveur des droits de l'homme.

## Les ressources humaines chez Bpifrance Financement

A fin 2016, Bpifrance Financement compte 1995 collaborateurs en CDI représentant 1908 Équivalent temps plein (ETP), en hausse de 2 % par rapport à 2015 et 8% par rapport à 2014.

Cet effectif est constitué à 83% de cadres avec près de 60% des collaborateurs dans le réseau, répartis dans 47 implantations régionales.

Quelques éléments et chiffres-clés retracent la politique de ressources humaines de Bpifrance Financement en 2016 :

- Une politique toujours active auprès des écoles et des universités<sup>11</sup> et un effort soutenu d'intégration des nouveaux arrivants *via* les stages nouveaux arrivants chez Bpifrance Financement.
- Une gestion dynamique de la pyramide des âges : 185 nouveaux collaborateurs ont ainsi été recrutés en CDI en 2016, dont 37% âgés de moins de 25 ans à leur date d'embauche, maintenant le taux de renouvellement des CDI à un niveau significatif de 9,5%. L'âge moyen des collaborateurs s'établit désormais à moins de 43 ans.
- Un taux de turn-over global qui demeure encore faible avec 2,3%.
- Une politique de formation toujours soutenue, à laquelle Bpifrance Financement consacre près de 5 % de sa masse salariale, et qui intègre des solutions techniques innovantes. Au total, plus de 37 000 heures de formation ont été dispensées et 76 % des collaborateurs ont suivi au moins une formation dans l'année.

Concernant les accords d'entreprise, l'année 2016 a été marquée par la signature le 17 mai, au niveau du groupe Bpifrance, de deux accords relatifs à la Qualité de Vie au Travail, l'un en faveur de l'amélioration des conditions de vie au travail, l'autre en faveur d'une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle.

Ils ont été déclinés en des mesures concrètes en matière de parentalité (« berceaux » et dispositif de garde d'urgence), dons de jours de repos, expérimentation du télétravail, financement de chèques emplois service.

Ces accords ont été complétés par l'élaboration d'une Charte du « bien vivre ensemble » et d'un guide des bonnes pratiques en matière de technologie de l'information et de la communication (TIC).

Par ailleurs, ont été signés trois nouveaux accords sur respectivement l'égalité professionnelle, l'insertion professionnelle et l'emploi des travailleurs en situation de handicap, et l'intergénérationnel.

L'attention portée par Bpifrance Financement à l'hygiène, la santé et la sécurité de ses collaborateurs, ne se dément pas : aucune maladie professionnelle n'a été déclarée pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive ; le nombre moyen de jours d'absence pour maladies (hors longues maladies) diminue légèrement de 3,7 jours à 3,6 ; enfin, les taux de fréquence et de gravité d'accidents du travail à l'intérieur de l'entreprise demeurent faibles avec respectivement 1,96 et 0,04.

Bpifrance Financement veille au parfait respect de la réglementation française du droit du travail et des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail ; aucune action spécifique n'a été engagée à son encontre concernant les droits de l'homme.

---

<sup>11</sup> Huit Actions d'animation et participations à des événements organisés par diverses grandes écoles à Paris et en région ; 5 partenariats dont 4 sur l'insertion professionnelle des étudiants en situation de handicap ; 3 présences en Forum Entreprises / Ecoles

## INDICATEURS

### ● Note méthodologique

Le périmètre couvert par le présent rapport de responsabilité sociétale est celui des filiales consolidées comptablement en intégration globale par Bpifrance Financement<sup>12</sup> au 31 décembre 2016.

Les moyens techniques et humains nécessaires au fonctionnement et à l'exercice des activités des filiales concernées sont mis à leur disposition par Bpifrance Financement ; elles ne disposent donc ni de personnel, ni de locaux, ni de matériels ; il convient de noter que Bpifrance Régions est la seule structure sociale exerçant une activité. Enfin, il est précisé que le siège social est propriété d'AUXI Finance, la SCI Bpifrance détenant quant à elle certaines des implantations régionales du Groupe Bpifrance.

### ● Indicateurs environnementaux

#### CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET EMISSIONS DE CO<sub>2</sub>

CONSOMMATIONS D'ENERGIE liées aux implantations immobilières (kWh)			
	2016	2015	Evolution
Consommation facturée d'énergie siège social (Le Vaisseau) <sup>13</sup>	4 666 492	4 682 981	- 0,4%
<i>Ramenée au m<sup>2</sup> occupé</i>	<i>178,3</i>	<i>179</i>	
Consommation facturée d'énergie AUTRES IMPLANTATIONS	2 987 596	2 790 927	+ 7%
<b>Consommation facturée d'énergie totale</b>	<b>7 654 089</b>	<b>7 473 908</b>	<b>+ 2,41%</b>
Ramenée au m <sup>2</sup>	107	108	- 1,26%

EMISSION DE CO <sub>2</sub> des implantations immobilières			
	2016	2015	Evolution
<i>Emissions de kg<sub>éq</sub> CO<sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie facturée<sup>14</sup> du siège social</i>	<i>490 901</i>	<i>471 974</i>	<i>+ 4 %</i>
<i>Emissions de kg<sub>éq</sub> CO<sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie AUTRES IMPLANTATIONS</i>	<i>285 817</i>	<i>274 663</i>	<i>+ 4,1 %</i>
Emissions totales de kg <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie	776 718	746 637	+ 4%
Ramenées au m <sup>2</sup>	10,86	10,92	-0,5%

Les consommations d'énergie et émissions de CO<sub>2</sub> sont suivies depuis 2015 sur l'ensemble des sites dans lesquels Bpifrance exerce son activité, à l'exception des bureaux de La Réunion, de La Guadeloupe et de Bruxelles, ainsi, pour 2016 que de Cayenne, dont les surfaces sont exclues des m<sup>2</sup> occupés dans les ratios de consommation et d'émissions au m<sup>2</sup>.

<sup>12</sup> Cf. note Périmètre de consolidation

<sup>13</sup> Ces données correspondent aux données facturées des consommations d'électricité (kWh) et de gaz (kWh PCI), auxquelles des facteurs d'émissions (source Base Carbone) ont été appliqués. La consommation de fuel, non significative, n'est pas prise en compte dans le calcul

Les données ci-après appellent quelques précisions et commentaires :

- Les données de consommations 2015 ont été corrigées des régularisations de factures reçues en 2016 et d'une facture omise ; l'écart entre les données présentées dans le rapport 2015 et les données actualisées est de + 4,3% sur les consommations d'énergie et + 5,6% sur les émissions.
- Les données 2016 sont fournies sur le périmètre des factures reçues à la date du 7 février ; au prorata des consommations de l'année 2015 de ces sites, le volume non pris en compte est évalué à 71 852,3 kWh et 5 891,9 kgéq CO<sub>2</sub>, soit moins de 1% de la consommation totale d'énergie ;
- le périmètre « AUTRES IMPLANTATIONS » comprend, en m<sup>2</sup>, le prorata de consommation d'énergie et d'émissions y afférentes, affecté à Bpifrance Financement au titre de son occupation propre, d'une part, et des surfaces non occupées gérées par la SCI Bpifrance, d'autre part, sur le site de Paris rue Drouot.
- Les émissions appréciées au m<sup>2</sup> occupé sont en faible diminution, du fait notamment des prélèvements du chantier du Campus Formation, mis à disposition début 2017 sur le siège social (Le Vaisseau), rendant ainsi l'incidence des mesures d'amélioration continue d'efficacité énergétique peu visibles.

## DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS

Emissions de CO <sub>2</sub> des déplacements professionnels (en kg) Bpifrance Financement <sup>15</sup>			
	2016	2015	Evolution
TRAIN	<b>21 041</b>	<b>17 500</b>	<b>NS</b>
AERIEN	<b>500 808</b>	<b>527 100</b>	<b>NS</b>
<i>Dont vols nationaux</i>	<i>ND</i>	<i>239 721</i>	
<i>Dont autres vols</i>	<i>ND</i>	<i>287 379</i>	
FLOTTE DE VEHICULES	<b>1 396 991</b>	<b>1 364 216</b>	<b>+ 2,4%</b>
TAXIS/Véhicules de location <sup>16</sup>	<b>3 486</b>	<b>4 258</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>1 932 939</b>	<b>1 913 074</b>	<b>NS</b>

Les émissions des déplacements professionnels automobiles sont presque stables (+2,4%) pour un effectif « réseau » en augmentation quasi identique (+ 2%), marque de la forte relation de proximité avec les entreprises et partenaires.

La comparaison entre 2016 et 2015 est en revanche difficile, en raison de la rupture dans la collecte des informations et des méthodologies, et ne doit être prise en compte que comme porteuse de tendances pour les déplacements par rail et air.

De 2013 à 2015 inclus, les informations détaillées des déplacements professionnels étaient fournies par le prestataire unique de voyages de Bpifrance Financement, qui n'a pas fourni les informations du 1er semestre, en raison d'un changement de prestataire en juillet 2016; par ailleurs, le nouveau prestataire n'applique pas la même méthodologie de calcul des émissions que le précédent ; enfin, les voyageurs n'appliquent pas les méthodologies des opérateurs. La comparaison des émissions entre 2015 et 2016 est donc non significative.

Le parti pris suivant a été retenu pour l'année 2016 :

- Transport par rail : informations collectées pour l'année auprès de la SNCF, ce qui exclut les déplacements hors territoire national y compris au départ ou à l'arrivée ; la comparaison des facteurs d'émission retenus par la SNCF et ceux appliqués par l'agence de voyages prestataire

<sup>15</sup> Hors utilisation de véhicules personnels, de location, ou taxis hors abonnements, hors déplacements par train hors SNCF, et hors déplacements effectués à l'étranger non réservés par les moyens généraux.

<sup>16</sup> Emissions limitées aux véhicules utilisés dans le cadre d'abonnements, hors trajets réglés en notes de frais

pour les exercices précédents fait apparaître une large sous-estimation des émissions de CO2 pour les années 2013 à 2015 ;

- Transports aériens : les données ont été recueillies, pour la période de janvier à juillet 2016, auprès d'Air France, et pour juillet à décembre, auprès du nouveau prestataire de voyages, sans que les méthodologies soient comparables. La comparaison entre les méthodologies aboutit à constater une large surestimation des émissions sur les années 2013 à 2015, et une relative comparabilité entre celles du nouveau prestataire et d'Air France.

## CONSOMMATIONS D'EAU

Le périmètre mesuré est toujours limité à la consommation d'eau du siège social à Maisons Alfort, les modalités de facturation constatées sur les autres sites ne permettant pas de disposer des données. Le volume global est affecté d'un coefficient correspondant à la surface occupée par Bpifrance Financement.

EAU LE VAISSEAU			
	2016	2015	Evolution
Consommation relevée en m <sup>3</sup>	10 535	10 964	- 3,9%
Surface occupée	26 170	26 170	-
Consommation en m3 par m <sup>2</sup>	0,40	0,42	- 4,8%

La consommation d'eau relevée, ramenée au m<sup>2</sup> occupé par Bpifrance Financement, diminue progressivement, à raison de 4 % par an en m<sup>3</sup>, résultat des mesures déployées sur tout l'immeuble. La consommation d'eau relevée, ramenée au m<sup>2</sup> occupé par Bpifrance, est en faible diminution apparente, qui s'explique par le prélèvement, sur l'année 2016, de l'eau utilisée dans le cadre du chantier du Campus de la Formation, réceptionné et inauguré début 2017.

## DECHETS

Le périmètre mesuré est toujours limité aux déchets du siège social à Maisons Alfort. Le volume global est affecté d'un coefficient correspondant à la surface occupée par Bpifrance Financement.

Déchets			
Type de déchets (en tonnes)	2016	2015	Evolution
Déchets d'activité	140	149,56	
Déchets de maintenance	0	0	
Déchets travaux	0	0	
TOTAL	140	149,56	- 4,6%

% de valorisation des déchets LE VAISSEAU		
	2016	2015
Matière	50	50
Energétique	50	50

## PAPIER

La consommation de papier de copie et de reproduction est mesurée sur le périmètre total de Bpifrance Financement, à l'exception des bureaux de La Réunion, La Guadeloupe et Bruxelles.

Consommation de papier Bpifrance Financement				
	2016	2015	2014	Evolution 2016/2014
Papier de copie et reproduction (tonnes)	109,6	122,8	124,5	
Autres (hors enveloppes et papeterie- tonnes)	2	1,8	2,4	
<b>TOTAL</b>	<b>111,6</b>	<b>124,6</b>	<b>126,9</b>	- 10,4 %
<b>Consommation par personne<sup>17</sup> (kg)</b>	<b>53,9</b>	<b>63,7</b>	<b>68,4</b>	- 12,3 %

La diminution de la consommation de papier de copie et de reproduction se poursuit depuis 2014 ; c'est le fruit de l'impact combiné des mesures prises, de sensibilisation des collaborateurs, impression en recto verso par défaut sur l'ensemble du parc de copieurs (hors individuels) et progression du digital dans les métiers, outre le changement de grammage du papier de copie en format A4, de 80 à 75g/m<sup>2</sup> initié en 2015 et généralisé en 2016.

### ● Indicateurs sociaux

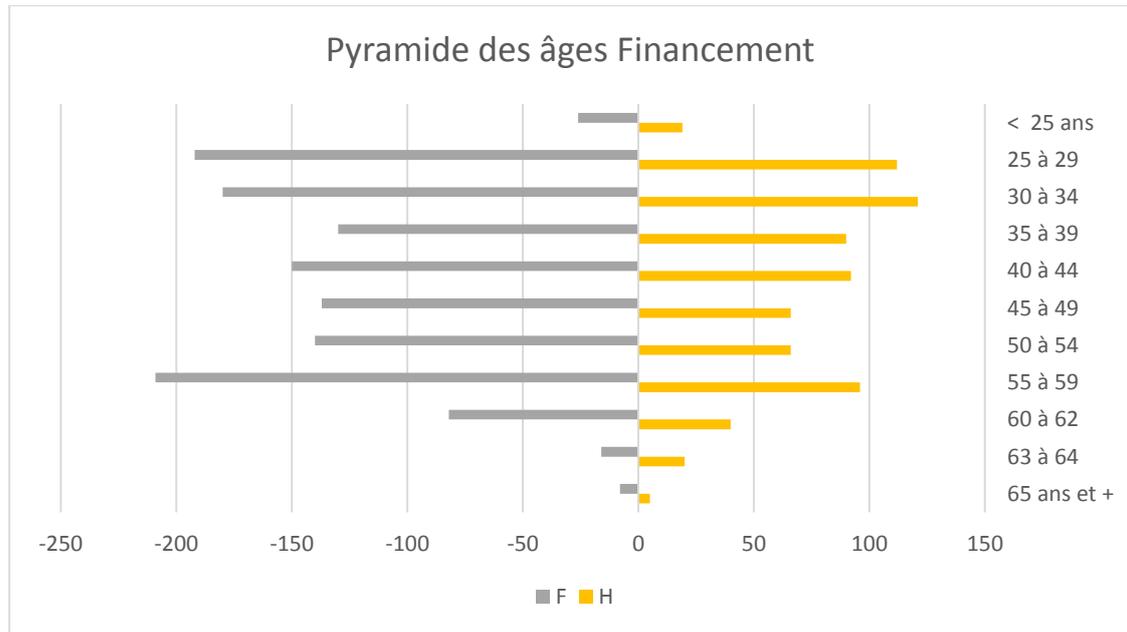
#### 1 Evolution des effectifs

Evolution des effectifs au 31 décembre <sup>18</sup>	2016	2015
Effectif total	1997	1956
<i>Dont CDI *</i>	1995	1955
<i>*Dont ETP</i>	1908	1859
<i>Dont CDI détachés</i>	0	0
<i>Dont femmes</i>	1270	1234
<i>Dont hommes</i>	727	722
<i>Dont cadres</i>	1652	1601
<i>% de cadres</i>	83%	82%
<i>Dont non cadres</i>	345	355

<sup>17</sup> Effectif total, tel que défini en note suivante

<sup>18</sup> Nombre de CDI, CDD, dont congés sans solde, à temps plein ou partiel au 31/12/2015\*, hors CFC (congés de fin de carrière) et stagiaires

## 2 Pyramide des âges



## 3 Répartition des effectifs

Répartition Réseau / Siège			
2016		2015	
réseau	siège	réseau	siège
1159	838	1136	820
58%	42%	58%	42%

## 4 Evolution des effectifs

4-1 Embauches en CDI			
2016		2015	
total	dont <= 25 ans	total	dont <= 25 ans
185	68	220	74

4-2 Renouvellement des CDI					
2016			2015		
Effectif CDI 2016	Nombre d'embauches en CDI	Taux de renouvellement des CDI <sup>19</sup>	Effectif CDI 2015	Nombre d'embauches en CDI	Taux de renouvellement des CDI
1995	185	9,5 %	1955	220	11,9 %

4-3 Départs hors détachés					
2016			2015		
Nombre <sup>20</sup>	dont CDI	dont licenciements	Nombre	dont CDI	dont licenciements
147	146	3	123	120	14

4-4 Turn over <sup>21</sup>					
2016			2015		
Démissions CDI	Effectif CDI 2015	Turn over	Démissions CDI	Effectif CDI 2014	Turn over
45	1955	2,3 %	28	1853	1,5%

## 5 Rémunérations

Montant des rémunérations <sup>22</sup>		
2016	2015	Evolution
110 463 137	103 670 565	+ 6,55%

## 6 Formation

Formation		
	2016	2015
Montant des dépenses	5 471 762	5 087 267
% de la masse salariale	4,95%	4,89%
Nombre d'heures de formation	37 508	39 445
Nombre de stagiaires	1 574	1 569
% de l'effectif total <sup>23</sup>	76,04 %	78,75 %

## 7 Organisation du travail

Organisation du travail		
	2016	2015

<sup>19</sup> Nombre d'embauches en CDI en N / Effectif en CDI au 31/12 en N-1

<sup>20</sup> Dont 24 départs en pré retraite

<sup>21</sup> Nombre de démissions CDI année N / effectif CDI au 31/12/N-1 hors détachés

<sup>22</sup> Masse salariale brute sociale de la DADS, hors indemnités de fin de carrière – 2015 a été retraité à l'identique -

<sup>23</sup> Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'une formation, ramené à l'effectif moyen

Horaire hebdomadaire moyen annualisé	35h	35h
Horaire hebdomadaire théorique	37h30	37h30
Nombre de salariés à horaire variable	403	426
Nombre de salariés au forfait	1594	1530
Total CDI - CDD <sup>24</sup>	1993	1956
Nombre de salariés à temps partiel <sup>25</sup>	406	448

## 8 Dialogue social

Réunions des instances représentatives du personnel		
	2016	2015
Comité d'entreprise	12	13
Délégués du personnel	12	12
Organisations syndicales et délégués syndicaux	13	10
Comité d'hygiène et sécurité	9	7

<sup>24</sup> Hors détachés et alternants

<sup>25</sup> CDI et CDD